

Interview de Michel Fayad : « Les frappes des 25-27 mai s'inscrivent dans une logique de pression militaire calibrée, distincte d'une relance offensive à grande échelle. Le Pentagone les qualifie de « légitime défense » »

[Arnaud Benedetti](#)

Les USA viennent à nouveau de frapper l'Iran. Comment l'interpréter ? Reprise sporadique ou retour à une offensive de plus longue haleine ?

Les frappes des 25-27 mai s'inscrivent dans une logique de pression militaire calibrée, distincte d'une relance offensive à grande échelle. Le Pentagone les qualifie de « légitime défense » — elles ciblent des drones, des sites de lancement et des poseurs de mines iraniens autour du détroit d'Ormuz — mais leur régularité révèle une intention stratégique plus structurée : empêcher l'Iran de reconstituer ses capacités offensives pendant les négociations, tout en maintenant une supériorité de position sur la table des discussions. Le cessez-le-feu d'avril 2026 reste formellement en vigueur, mais il est traversé par un schéma d'escalade réciproque : chaque frappe américaine entraîne une riposte iranienne — une base américaine au Koweït a été visée — et chaque partie accuse l'autre de violer la trêve. On est dans ce que l'on pourrait appeler un « conflit sous plafond » : des frappes répétables fonctionnant comme levier de négociation, dont le risque d'emballement incontrôlé reste réel. Trump l'a lui-même signalé en déclarant qu'il ne se laisserait pas « presser » de conclure. Le message est double : aux Iraniens, signifier qu'il peut durer ; à ses propres alliés, démontrer qu'il ne négocie pas en position de faiblesse.

Trump est critiqué par une partie de l'establishment républicain favorable à l'objectif de faire chuter le régime iranien. Est-ce que cet élément a pu jouer en faveur de la décision de frapper à nouveau Téhéran ?

Oui, comme facteur aggravant, indirect mais réel. Depuis plusieurs semaines, une coalition de sénateurs et d'anciens responsables (Cruz, Graham, Wicker, Pompeo, Bolton) dénonce l'accord en négociation comme une capitulation déguisée. Cruz parle d'une « erreur désastreuse » si le régime iranien ressort de la crise avec des milliards

dégelés et une capacité nucléaire préservée. Graham s'interroge publiquement sur ce à quoi aura servi la guerre. La pression est devenue si intense que les conseillers de Trump y répondent désormais publiquement.

Dans ce contexte, les frappes ponctuelles remplissent une fonction politique interne : elles permettent à Trump de ne pas apparaître faible sans torpiller la diplomatie. Il démontre qu'il négocie en position de force, pas de faiblesse ; un récit qu'il devra vendre à son électorat quelle que soit l'issue. La dynamique trumpienne reste celle qu'il a toujours pratiquée : pression maximale et ouverture diplomatique simultanées.

Il faut cependant ne pas surestimer ce facteur. Les faucons républicains contraignent la politique de Trump à la marge, ils ne la commandent pas. La décision de frapper répond d'abord à une logique opérationnelle (contrecarrer la remontée en puissance iranienne dans le Golfe) et seulement secondairement à une logique de politique intérieure.

D'aucuns considèrent que le cessez-le-feu aurait permis de reconstituer une partie des capacités offensives iraniennes ?

C'est désormais reconnu par le renseignement américain lui-même, et c'est l'un des points les plus sensibles du dossier. Pendant les six semaines de cessez-le-feu, l'Iran a, selon plusieurs sources familières des évaluations de renseignement américain citées par CNN, reconstitué ses capacités à un rythme surprenant : une part significative des lanceurs de missiles (enterrés lors des frappes mais non détruits) aurait été dégagée et rendue opérationnelle. La production de drones a été relancée. Un responsable américain a admis que « les Iraniens ont battu tous les délais que la communauté du renseignement avait établis ».

Deux éléments structurels expliquent cette « résilience ». D'abord, les programmes de drones iraniens reposent sur une fabrication dispersée, des composants d'usage civil et des méthodes d'assemblage décentralisées — un modèle que les frappes massives ne peuvent pas éradiquer durablement. Ensuite, des soutiens logistiques extérieurs auraient accéléré la reconstruction.

Ces constats valident rétrospectivement l'argument des faucons selon lequel le cessez-le-feu était une erreur tactique, et ils expliquent la reprise des frappes ciblées : il s'agit de contrecarrer en temps réel une reconstitution que Washington n'a pas su anticiper.

Quelles conditions de sortie de crise à moyen terme ?

Trois scénarios structurent l'horizon des prochains mois.

Le plus probable à court terme : un accord de stabilisation minimal. Un texte préliminaire aurait été atteint lors des pourparlers de Doha, bien que Trump ne l'ait pas encore signé. Le cadre connu prévoit une réouverture progressive du détroit d'Ormuz en échange d'un

dégel partiel d'avoires iraniens et d'une levée du blocus naval américain. Sur le nucléaire, Washington exige la remise sous séquestre des stocks d'uranium hautement enrichi et un plafonnement de l'enrichissement avec contrôle international. Ce que Trump veut avant tout, c'est pouvoir annoncer que « l'Iran n'aura pas la bombe » ; un récit de victoire vendable.

Cet accord resterait cependant fragile et incomplet. Quatre nœuds demeurent difficiles à trancher : les garanties de non-reconstitution militaire que Téhéran refuse d'inscrire dans le marbre ; la nature réelle du nouveau leadership iranien et sa capacité à tenir ses engagements ; le rythme de démantèlement nucléaire ; et la pression israélienne, Israël restant un acteur autonome capable de torpiller tout accord jugé insuffisant.

Le scénario intermédiaire, peut-être le plus durable : la guerre de basse intensité permanente. Cessez-le-feu formel, frappes ponctuelles, tensions maritimes, cyberattaques, activation de proxies ; un état de « ni paix ni guerre » qui s'installe dans la durée. C'est ce que l'histoire des relations américano-iraniennes suggère comme équilibre par défaut lorsque la volonté de résolution n'est pas suffisante des deux côtés.

Le scénario que certains espèrent et d'autres redoutent : l'effondrement interne du régime. Trump a lui-même déclaré en mars que la guerre avait « accompli le changement de régime ».

La question centrale reste entière, et c'est elle qui conditionne tout le reste : les États-Unis veulent-ils contenir l'Iran ou transformer son régime ? Cette ambiguïté, délibérée ou subie, est précisément ce qui rend la sortie de crise structurellement incertaine, et ce qui explique la reprise des frappes autant que les difficultés des négociations. Un accord durable supposerait au minimum une séquence vérifiable de levée des sanctions, des garanties de sécurité mutuelles, et un cadre régional élargi ; l'extension des Accords d'Abraham à l'Arabie saoudite, au Qatar, à la Turquie et au Pakistan est une piste activement évoquée. La fenêtre est ouverte, mais étroite.